

Chambre des Représentants

SESSION 1975-1976

20 MAI 1976

PROPOSITION DE LOI

modifiant la loi du 7 avril 1971 portant création et fonctionnement de l'« Universitaire Instelling Antwerpen »;

(Déposée par M. Van Eynde.)

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Un des principes fondamentaux de l'accord relatif à l'enseignement universitaire anversois qui se trouve à la base de la loi du 7 avril 1971 portant création et fonctionnement de l'« Universitaire Instelling Antwerpen » réside dans la composition paritaire du conseil d'administration (point 3). Il y est prévu qu'au sein de ce conseil siégeront un nombre égal de personnes d'opinion catholique et d'opinion non catholique.

L'article 19 de la loi du 7 avril 1971 se réfère d'ailleurs explicitement à cette parité.

L'application pratique de ce principe se heurte cependant à certaines difficultés. En effet, la désignation des représentants du personnel enseignant, scientifique, administratif et technique ainsi que des étudiants s'opère à l'issue d'élections libres. Pour chacune de ces composantes, ce sont les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix qui sont désignés. Il n'y a donc aucune garantie que l'équilibre idéologique souhaité soit réalisé.

Certes, huit membres représentatifs des milieux publics, économiques, sociaux et culturels de la région anversoise doivent être nommés par le Roi. Afin d'assurer la parité idéologique, ces nominations pourraient tenir compte des résultats de l'élection des représentants du personnel enseignant, scientifique, administratif et technique. Ce pourrait être une solution, en effet, si ce n'était que les huit membres précités sont nommés pour un terme de quatre ans, tandis que les membres directement élus ne sont désignés que pour un an.

Par ailleurs, les présidents de faculté font également partie du conseil d'administration. Ils sont, eux aussi, élus librement par les conseils de facultés pour un terme de deux ans, si bien qu'en l'occurrence également rien ne garantit la parité.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1975-1976

20 MEI 1976

WETSVOORSTEL

tot wijziging van de wet van 7 april 1971 houdende oprichting en de werking van de Universitaire Instelling Antwerpen.

(Ingediend door de heer Van Eynde.)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Een van de hoofdprincipes van het akkoord, in verband met het Antwerps universitair onderwijs, dat aan de basis ligt van de wet van 7 april 1971 houdende de oprichting en de werking van de Universitaire Instelling Antwerpen is de paritaire samenstelling van de raad van beheer (punt 3). Vooropgesteld werd dat in deze raad een gelijk aantal personen behorend tot de katholieke en de niet-katholieke denkrichting zullen zetelen.

In artikel 19 van de wet van 7 april 1971 wordt trouwens expliciet naar deze pariteit verwezen.

De praktische toepassing van dit beginsel heeft evenwel moeilijkheden doen rijzen. De aanduiding van de vertegenwoordigers van het onderwijzend, wetenschappelijk, administratief en technisch personeel, evenals van de studenten, geschiedt inderdaad na vrije verkiezingen. Voor elk van deze geledingen zijn het de twee kandidaten die het hoogste aantal stemmen behaalden, die gekozen zijn. Er bestaat dus geen waarborg dat het gewenste ideologisch evenwicht wordt bereikt.

Weliswaar dienen door de Koning acht leden benoemd te worden, representatief voor de openbare, economische, sociale en culturele milieus van het Antwerpse. Bij deze benoeming zou, met het oog op de ideologische pariteit, rekening kunnen gehouden worden met de uitslag van de verkiezingen voor de vertegenwoordigers van de geledingen. Dit zou inderdaad een oplossing kunnen zijn, ware het niet dat deze acht leden benoemd worden voor een termijn van vier jaar, terwijl de rechtstreeks door de geledingen verkozenen voor slechts een jaar worden aangeduid.

Daarenboven maken ook de faculteitsvoorzitters deel uit van de raad van beheer. Zij worden eveneens vrij verkozen door de faculteitsraad voor een termijn van twee jaar, zodat ook hier niets de pariteit waarborgt.

La présente proposition de loi vise à modifier la loi du 7 avril 1971, de manière à pouvoir éviter à l'avenir toute difficulté en ce qui concerne l'équilibre philosophique au sein du conseil d'administration de l'« Universitaire Instelling Antwerpen ». Il est proposé de considérer comme élus, lors de l'élection des représentants du personnel enseignant, scientifique, administratif et technique : d'une part, le candidat appartenant à la tendance philosophique catholique ayant obtenu le plus grand nombre de voix et, d'autre part, celui des candidats appartenant à la tendance philosophique non catholique ayant obtenu le plus de voix. De cette manière, la parité sera assurée au sein de la délégation précitée.

Il est, en outre, proposé de limiter à deux ans la durée du mandat des huit membres qui représentent les milieux publics, économiques, sociaux et culturels de la région anversoise. Leur mandat coïnciderait ainsi avec celui des présidents de faculté, de sorte que si l'équilibre n'était pas atteint dans cette fraction du conseil d'administration, le Roi pourrait rétablir la parité à l'occasion de la nomination des huit mandataires précités.

ANALYSE DES ARTICLES.

Article 1.

Il résulte de la modification de l'article 6 initial que la catégorie du personnel enseignant, la catégorie du personnel scientifique et la catégorie du personnel administratif, du personnel scientifique auxiliaire et du personnel technique auxiliaire seront dorénavant représentées au conseil d'administration par une personne de tendance philosophique catholique et par une personne de tendance philosophique non catholique. Une déclaration de tendance, faite au moment de l'introduction de la candidature, s'impose en vue de pouvoir appliquer le régime proposé. Cette déclaration d'opinion du candidat est donc une condition nécessaire à la nomination à une fonction dirigeante. Il est permis de se demander si le fait de poser une telle condition est compatible avec la Constitution et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme. C'est la raison pour laquelle il convient de rappeler l'avis formulé, à propos de la loi du 7 avril 1971, par le Conseil d'Etat concernant la parité au conseil d'administration de l'U. I. A. :

« Sans doute, la société moderne doit-elle respecter toute conviction philosophique, idéologique ou religieuse et sauvegarder le principe de l'égalité devant la loi, consacré par l'article 6 de la Constitution. Dès lors, le législateur ne peut-il, en principe, pas plus que les autres autorités, établir des discriminations parmi les tendances précitées. Les choses peuvent cependant se présenter autrement lorsqu'il s'agit de questions culturelles où l'Etat ne peut pas se borner à jouer un rôle purement passif mais doit intervenir de manière active et positive. Le législateur et le Gouvernement sont ainsi amenés à tenir compte des convictions philosophiques plutôt que de les ignorer. Ils ont le devoir, non seulement de reconnaître la pluralité des tendances philosophiques, mais encore celui de laisser celles-ci s'exprimer.

Si l'on admet cela, il n'est pas contraire au droit public que la manifestation de ces diverses tendances soit organisée par la loi et par le Gouvernement, plus particulièrement lorsque, comme c'est le cas ici, elle se réalise par voie de collaboration au sein d'un seul et même établissement d'enseignement.

C'est principalement dans des services publics chargés d'une mission culturelle que la composition des organes de direction sur une base pluraliste prévoyant l'intervention

de l'enseignement universitaire prévoit la loi du 7 avril 1971. Il est donc à prévoir que dans le royaume des Pays-Bas, en ce qui concerne l'équilibre philosophique au sein du conseil d'administration de l'« Universitaire Instelling Antwerpen », il est proposé de considérer comme élus, lors de l'élection des représentants du personnel enseignant, scientifique, administratif et technique : d'une part, le candidat appartenant à la tendance philosophique catholique ayant obtenu le plus grand nombre de voix et, d'autre part, celui des candidats appartenant à la tendance philosophique non catholique ayant obtenu le plus de voix. De cette manière, la parité sera assurée au sein de la délégation précitée.

Verder wordt voorgesteld de duur van het mandaat van de acht leden, representatief voor de openbare, economische, sociale en culturele milieus van het Antwerpse, te beperken tot twee jaar. Hun mandaat zou aldus samenvallen met dat van de faculteitsvoorzitters, zodat wanneer het evenwicht niet zou verwezenlijkt zijn in dit onderdeel van de raad van beheer, de Koning de pariteit kan herstellen bij gelegenheid van de benoeming van de acht voornoemden.

ONTLEDING DER ARTIKELN.

Art. 1.

De wijziging van het oorspronkelijke artikel 6 heeft tot gevolg dat de geleding van het onderwijzend personeel, de geleding van het wetenschappelijk personeel en de geleding van het administratief personeel, het wetenschappelijk hulp-personeel en het technisch hulppersoneel, in de Raad van Beheer voortaan door een persoon behorend tot de katholieke en door een persoon van de niet-katholieke denkrichting zal vertegenwoordigd zijn. Om de voorgestelde regeling te kunnen toepassen, is een verklaring van denkrichting op het ogenblik van het indienen van de kandidatuur, noodzakelijk. Deze verklaring van gezindheid van de kandidaat is dus een vereiste voor de benoeming tot een leidende functie. De vraag kan gesteld worden of het stellen van een dergelijke voorwaarde verenigbaar is met de Grondwet en het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens. Daarom past het, het advies in herinnering te brengen dat, in verband met de pariteit in de Raad van Beheer van de U. I. A. door de Raad van State werd geformuleerd, naar aanleiding van de wet van 7 april 1971 :

« Ongewijfeld moet ook onze moderne maatschappij iedere filosofische, levensbeschouwelijke of godsdienstige overtuiging eerbiedigen alsmede het door artikel 6 van de Grondwet gehuldigde beginsel van de gelijkheid voor de wet naleven. Derhalve mogen principieel de wetgever evenmin als andere overheden discriminaties onder de eerder vermelde strekkingen tot stand brengen. Nochtans kan het anders gesteld zijn wanneer het om cultuurtaken gaat waarvoor de Staat niet meer met een louter passieve rol genoegen kan nemen, doch actief en positief dient op te treden. Zo worden de wetgever en de Regering ertoe gebracht met de levensbeschouwelijke overtuigingen rekening te houden in stede van deze te negeren. Ze dienen de bestaande pluraliteit van levensbeschouwelijke stromingen niet alleen te erkennen maar ook tot uitdrukking te laten komen.

Wordt dit aanvaard, zo is het niet strijdig met het publiek recht dat de uitdrukking van die diverse stromingen, meer bepaald wanneer ze zoals ter zake door de samenwerking in een enkele onderwijsinstelling tot stand komt, door de wet en de Regering wordt georganiseerd.

Voornamelijk in openbare diensten die een cultuurraak te verrichten hebben kan een samenstelling van de beleidsorganen op pluralistische basis volgens een bepaalde pro-

dans une proportion déterminée, des tendances les plus représentatives, est sans doute le plus indiquée. En d'autres mots, lorsqu'il s'agit de services qui sont soumis en permanence aux impulsions des grands courants d'idées auxquelles ils doivent continuellement réagir et qui nécessitent, dans une mesure toute particulière, la confiance des groupes philosophiques et politiques intéressés, comme du public en général.

L'organisation de l'« Universitaire Instelling Antwerpen » sera manifestement fondée sur des principes similaires, la nécessité d'une stricte égalité dans la représentation des « catholiques », d'une part, et des « non-catholiques », d'autre part, étant soulignée ici avec plus de netteté encore.

Dans cette seconde approche du problème, on peut donc estimer que la parité proposée pour l'« Universitaire Instelling Antwerpen » n'est pas contraire à la liberté de pensée, de conscience, de religion, d'opinion ou d'association, ni au droit au respect de la vie privée, et considérer plutôt qu'elle est de nature à mieux assurer le respect de ces droits et libertés dans l'enseignement et dans la recherche pratiqués au sein de la nouvelle institution, puisqu'elle vise essentiellement à empêcher qu'un des deux groupes philosophiques importants n'y acquière une place prépondérante, de nature à mettre ces droits et libertés en danger.

Que les membres des organes de gestion ou du personnel de l'Institution seront dès lors considérés, sur le plan de cette « parité », soit comme « catholique » soit comme « non-catholique », signifiera donc uniquement que ces personnes semblent suffisamment acceptables soit à l'un, soit à l'autre groupe pour figurer, dans le système de l'Institution, au titre de personnalités représentatives de l'une ou de l'autre tendance. Leurs droits et libertés propres n'en sont pas affectés dans leur essence; ceux des autres, et du public en général, n'en sont que mieux préservés. »

La durée du mandat des représentants du personnel enseignant, scientifique, administratif et technique est portée à deux ans. Il en va de même pour les représentants des milieux publics, économiques, sociaux et culturels anversois. Ainsi, il y a concordance avec la durée du mandat des présidents de faculté. Seuls les étudiants restent élus pour un an. Cela est souhaitable étant donné qu'un groupe important d'étudiants ne restent que deux ans (les licences) à R.U.I.A.

Le nouvel article 6, contrairement à l'ancien, prévoit également de manière explicite la procédure en cas de décès ou de démission d'un membre élu. Dans ce domaine également les contestations éventuelles peuvent ainsi être évitées.

Art. 2.

Les modifications proposées à la loi sont également mises à profit pour admettre les chargés de cours associés au conseil de faculté. Il s'agit, en l'occurrence, d'un groupe du personnel enseignant dont l'activité principale se situe à l'université. Comme c'est déjà le cas dans les universités de l'Etat, la représentation du personnel administratif et technique au conseil de faculté est également prévue.

Art. 4.

La possibilité qui existe pour un professeur ordinaire de passer au cadre des professeurs extraordinaires est à présent prévue également pour le président et le vice-président du Conseil d'administration.

portionaliteit van de meest representatieve stromingen wellicht aangewezen zijn, met name waar het betreft diensten die voortdurend de impulsen van gedachtenstromingen ondergaan en daar voortdurend op reageren moeten en die in bijzondere mate het vertrouwen behoeven van de betrokken levensbeschouwelijke en politieke groepen en van het publiek in het algemeen.

De inrichting van de Universitaire Instelling Antwerpen zal blijkbaar op soortgelijke principes gefundeerd zijn, met ditmaal een nog duidelijker beklemtoning van de noodzakelijkheid van een strikte gelijkheid in de vertegenwoordiging van enerzijds « katholieken », anderzijds « niet-katholieken »;

Zo kan men in deze tweede probleemstelling van mening zijn dat de voor de Universitaire Instelling Antwerpen vooropgestelde pariteit niet in tegenspraak blijkt met de vrijheid van gedachte, van geweten, van godsdienst, van mening of van vereniging, noch met het recht op eerbiediging van het privé-leven, en veeleer aannemen dat de pariteit ertoe bijdragen kan de eerbiediging van die rechten en vrijheden in het onderwijs en de navorsing van de nieuwe instelling te waarborgen, vermits zij er uiteraard toe strekt te verhinderen dat een van beide grote levensbeschouwelijke groepen daarin een overwegende positie zou innemen, die de rechten en vrijheden zou kunnen in gevaar brengen.

Dat dientengevolge leden van de beleidsorganen of van het personeel van de instelling, met betrekking tot die « pariteit », ofwel als « katholieken », ofwel als « niet-katholieken » zullen worden beschouwd kan daarbij alleen maar betekenen dat zij ofwel voor de ene ofwel voor de andere groep als voldoende aanvaardbaar voorkomen om hun plaats in het bestuur in te nemen als representatieve figuren voor de ene of voor de andere richting. In wezen worden hun eigen rechten en vrijheden daardoor niet aangetast; die van anderen en van het publiek in het algemeen worden er door beveiligd. »

De duur van het mandaat van de vertegenwoordigers van onderwijsend, wetenschappelijk, administratief en technisch personeel wordt op twee jaar gebracht. Hetzelfde geldt voor de vertegenwoordigers van de openbare, economische, sociale en culturele milieus van het Antwerpse. Op deze wijze is er overeenstemming met de duur van het mandaat van de faculteitsvoorzitters. Alleen de studenten blijven slechts voor een jaar verkozen. Dit is wenselijk, aangezien een belangrijke groep van de studenten slechts twee jaar (de licenties) op de U. I. A. verblijft.

In het nieuwe artikel 6 wordt tevens, in tegenstelling met het vroegere, expliciet voorzien wat gebeurt in geval van overlijden of ontslag van een verkozen lid. Ook op dit vlak kunnen aldus eventuele betwistingen vermeden worden.

Art. 2.

Van de voorgestelde wetswijziging wordt gebruik gemaakt om ook de geassocieerde docenten op te nemen in de faculteitsraad. Het betreft hier inderdaad een groep van het onderwijsend personeel met hoofdactiviteit aan de universiteit. Zoals zulks het geval is aan de Rijksuniversiteiten wordt ook een vertegenwoordiging voor het administratief en technisch personeel voorzien in de faculteitsraad.

Art. 4.

De mogelijkheid die voor een gewoon hoogleraar bestaat om naar het buitengewoon kader over te gaan, wordt thans ook voorzien voor de voorzitter en de ondervoorzitter van de Raad van Beheer.

Art. 5.

Cet article règle la compétence de la commission de membres du Parlement; cette compétence englobe à présent celle de se prononcer sur les contestations au sujet de la déclaration de tendance philosophique faite par un candidat-administrateur.

Afin de prévenir des plaintes non fondées, la procédure prévoit que seuls seront recevables les recours signés par neuf personnes au moins appartenant à l'assemblée générale, dont le candidat fait également partie.

Art. 6.

A la suite des modifications proposées à l'article 6 il y a lieu d'adapter la référence à cet article.

PROPOSITION DE LOI

Article 1.

L'article 6 de la loi du 7 avril 1971 portant création et fonctionnement de l'« Universitaire Instelling Antwerpen » est modifié comme suit :

Art. 6. - A. Sont membres d'office :

1. le recteur et le vice-recteur;
2. le président de chacune des facultés ou, en son absence, le vice-président;
3. le recteur du « Rijksuniversitair Centrum Antwerpen » et le recteur des « Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen »;

4. - un membre du conseil d'administration du « Rijksuniversitair Centrum Antwerpen », nommé par ce conseil pour une durée de quatre ans;

- un membre de l'assemblée générale des « Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen », nommé par cette assemblée pour une durée de quatre ans.

B. Sont élus au scrutin secret :

a) pour une durée d'un an :

deux membres par l'assemblée générale des étudiants.

Pour l'élection de ces membres, les membres de l'assemblée générale disposent chaque fois d'une voix. Les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix sont élus.

b) pour une durée de deux ans :

1. deux membres par l'assemblée générale du personnel enseignant;

2. deux membres par l'assemblée générale du personnel scientifique;

Art. 5.

Dit artikel, regelt de bevoegdheid van de commissie van parlementsleden, die bevoegdheid wordt thans uitgebreid met de bevoegdheid om uitspraak te doen over de betwistingen in verband met de verklaring van denkriching door een kandidaat-beheerder.

Om ongefundeerde klachten te voorkomen, wordt in de procedure voorzien dat slechts deze verhalen ontvankelijk zijn, die ondertekend zijn door ten minste 9 personen, behorende tot de algemene vergadering, waarvan ook de kandidaat deel uitmaakt.

Art. 6.

Ingevolge de voorgestelde wijzigingen van artikel 6 dient de verwijzing naar dit artikel aangepast te worden.

J. VAN EYNDE.

WETSVOORSTEL

Artikel 1.

Artikel 6 van de wet van 7 april 1971 houdende de oprichting en de werking van de Universitaire Instelling Antwerpen wordt als volgt gewijzigd :

Art. 6. - A. Zijn lid van ambtswege :

1. de rector en de vice-rector;
2. de voorzitter van iedere faculteit of, bij zijn afwezigheid, de ondervoorzitter;
3. de rector van het Rijksuniversitair Centrum te Antwerpen en de rector van de Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen;

4. - een lid van de raad van beheer van het Rijksuniversitair Centrum te Antwerpen, voor vier jaar benoemd door deze raad;

- een lid van de algemene vergadering van de Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen, voor vier jaar benoemd door deze algemene vergadering.

B. Worden bij geheime stemming verkozen :

a) voor één jaar :

twee leden door de algemene vergadering van de studenten.

Voor de verkiezing van deze leden beschikken de leden van de algemene vergadering telkens over één stem. De twee kandidaten die het hoogst aantal stemmen behaalden, zijn gekozen.

b) voort twee jaar :

1. twee leden door de algemene vergadering van het onderwijzend personeel;

2. twee leden door de algemene vergadering van het wetenschappelijk personeel;

3. deux membres par l'assemblée générale du personnel administratif, du personnel scientifique auxiliaire et du personnel technique auxiliaire.

Pour l'élection des membres visés au b), les membres de ces assemblées générales disposent chaque fois d'une voix. Sont élus : le candidat de la tendance philosophique catholique ayant obtenu le plus grand nombre de voix, ainsi que celui des candidats de la tendance philosophique non-catholique ayant obtenu le plus grand nombre de voix. Lors du dépôt des candidatures, les candidats doivent rendre publique leur tendance philosophique. Cette publication est une condition essentielle de la recevabilité de la candidature. Si la déclaration faite par un des candidats est contestée par 9 personnes au moins appartenant à l'assemblée générale dont le candidat fait partie, la question est tranchée par la commission de membres du Parlement, visée à l'article 18.

Les élections prévues au B, a) et b), ont lieu dans le courant du mois de mai. Les membres élus exercent leur mandat à compter du 1^{er} octobre de l'année de l'élection. En cas de décès ou de démission d'un membre élu, celui-ci est remplacé à l'occasion des premières élections suivantes pour la désignation des représentants de la catégorie à laquelle le membre appartenait.

Le conseil d'administration détermine par ailleurs les règles d'organisation de ces élections. Un arrêté royal fixe la procédure suivant laquelle le Roi tranchera les conflits relatifs aux élections.

E. Sont nommés par le Roi :

a) pour une durée de deux ans :

huit membres représentatifs des milieux publics, économiques, sociaux et culturels de la région anversoise. Le terme de leur mandat coïncide avec celui du mandat des membres visés à l'article 6, B, b).

b) pour une durée de quatre ans :

un président et un vice-président.

Chacun des mandats repris au C est incompatible avec quelque charge que ce soit à l'« Universitaire Instelling Antwerpen ».

Les nominations prévues au A), 1 et au C) sont proposées au Roi par le Ministre qui a l'éducation nationale du régime néerlandais dans ses attributions, et ce après concertation avec la commission de membres du Parlement visée à l'article 18.

Sauf les limitations prévues à l'article 8, chaque mandat attribué en application de cet article est renouvelable.

Art. 2.

A l'article 9 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1^o Le littéra a) de la loi est modifié comme suit :

« a) tous les professeurs ordinaires, professeurs extraordinaires, professeurs et chargés de cours dont la charge comprend au moins cinq heures par semaine, professeurs associés et chargés de cours associés; ».

2^o Après le cinquième alinéa est ajouté un alinéa nouveau, libellé comme suit : « e) délégués élus par le personnel administratif, le personnel scientifique auxiliaire

3. twee leden door de algemene vergadering van het administratief personeel, het wetenschappelijk hulppersoneel en het technisch hulppersoneel.

Voor de verkiezing van de leden vermeld onder sub b), beschikken de leden van de bedoelde algemene vergadering, telkens over één stem. Zijn gekozen : de kandidaat, behorende tot de katholieke denkrichting, die het hoogst aantal stemmen behaalde, evenals diegene die de meeste stemmen behaalde van de kandidaten, behorende tot de niet-katholieke denkrichting. Op het ogenblik van het indienen van hun kandidatuur, dienen de kandidaten bekend te maken tot welke denkrichting zij behoren. Deze mededeling is essentieel voor de ontvankelijkheid van hun kandidatuur. Indien de verklaring van één van de kandidaten betwist wordt door ten minste 9 personen, behorende tot de algemene vergadering waarvan ook de kandidaat deel uitmaakt, zal uitspraak gedaan worden door de Commissie van Parlementsleden, waarvan sprake in artikel 18.

De verkiezingen vermeld onder B) a) en b) hebben plaats tijdens de maand mei. De verkozenen oefenen hun mandaat uit met ingang van oktober van het verkiezingsjaar. Ingeval van overlijden of ontslag van een verkozen lid, zal in zijn vervanging voorzien worden ter gelegenheid van de eerstvolgende verkiezingen voor de aanduiding van de eerstwoordigers van de geleding waartoe dit lid behoorde.

De raad van beheer bepaalt, verder de wijze waarop deze verkiezingen geschieden. Een koninklijk besluit stelt de procedure vast volgens welke de Koning de geschillen over de verkiezingen beslecht.

E. Worden door de Koning benoemd :

a) voor twee jaar :

8 leden representatief voor de openbare, economische, sociale en culturele milieus van het Antwerpse. De termijn van hun mandaat valt samen met deze van de leden, vermeld in artikel 6, B, b),

b) voor vier jaar :

een voorzitter en een ondervoorzitter.

Elk mandaat sub C) is onverenigbaar met welke betrekking ook in de Universitaire Instelling Antwerpen.

De benoemingen voorzien sub A), 1 en C) worden door de Minister die de Nationale Opvoeding van het Nederlandse taalstelsel in zijn bevoegdheid heeft, voorgesteld aan de Koning, na overleg met de Commissie van Parlementsleden waarvan sprake in artikel 18.

Behoudens de beperkingen voorzien in artikel 8, mogen alle bij toepassing van dit artikel toegekende mandaten hernieuwd worden.

Art. 2.

In artikel 9 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o Littéra a) van de wet wordt als volgt gewijzigd :

« a) alle gewone hoogleraren, buitengewone hoogleraren, hoogleraren en docenten wier leeropdracht minstens vijf uur per week bedraagt, geassocieerde hoogleraren en geassocieerde docenten; ».

2^o na het vijfde lid wordt een nieuw lid roegevoegd luidend als volgt : « e) afgevaardigden verkozen door het administratief personeel, het wetenschappelijk hulppersoneel

et le personnel technique auxiliaire; leur nombre sera à 1/8^e du nombre prévu au a) ».

Le sixième alinéa est remplacé par ce qui suit : « Pour l'élection des délégués mentionnés aux b), c), d) et l), les membres des groupes visés disposent d'une seule voix. Les candidats qui obtiennent le plus grand nombre de voix sont élus ».

Art. 3.

A l'article 10, dernière ligne, de la même loi, les mots : « et d » sont remplacés par les mots : « d et e ».

Art. 4.

L'article 16, premier alinéa, de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Le Roi fixe le traitement du président et du vice-président selon le barème des professeurs ordinaires de l'Institution ou selon celui des professeurs extraordinaires si le président ou le vice-président déclarent exercer une autre activité rémunérée, absorbant une grande partie de leur temps. »

Art. 5.

L'article 19, deuxième alinéa, de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« La commission prend ses décisions et donne ses avis à l'unanimité des voix.

La commission est également habilitée à se prononcer sur les contestations visées à l'article 6, B). Ces contestations sont soumises à la commission par le président de l'Institution. La commission se prononce dans le mois à compter de la date où la contestation lui a été soumise. Les décisions sont prises à la majorité des 3/5^e des suffrages exprimés. Les bulletins blancs ou les abstentions sont considérés comme n'exprimant aucun suffrage. Un représentant au moins de chaque parti politique représenté à la commission devra être présent au moment de la décision. Aucun recours n'est possible contre la décision de la commission.

Art. 6.

L'article 48, premier alinéa, de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Le conseil d'administration exercera sa compétence dès que les membres mentionnés à l'article 6, sub A), 1, 3, 4 et C), b), seront nommés. »

Art. 7.

Les élections visées à l'article 6, B), de la loi du 7 avril 1971 auront lieu pour la première fois dans le courant du mois d'octobre suivant l'entrée en vigueur de la présente loi. Les élus exerceront leur mandat à partir de la première réunion du conseil d'administration qui suit cette élection.

6 mai 1976.

en het technisch hulppersonnel; hun aantal bedraagt 1/8 van het aantal voorzien sub 3) ».

3^o het zesde lid wordt vervangen door wat volgt : " Voor de verkiezing van de afgevaardigden, vermeld sub b), c), d) en e), beschikken de leden van de bedoelde groepen over een stem. De kandidaten met het hoogste aantal stemmen zijn verkozen ».

Art. 3.

In artikel 10, laatste regel, van dezelfde wet, worden tussen de woorden « d) » en « van » de woorden « en e) » ingevoegd.

Art. 4.

In artikel 16, van dezelfde wet wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

« De Koning bepaalt de wedde van de voorzitter en van de ondervoorzitter in de weddeschaal van de gewone hoogleraren van de instelling of in deze van de buitengewone hoogere andere bezoldigde activiteit uit te oefenen die een groot leraren, indien de voorzitter of de ondervoorzitter verklaren gedeelte van hun tijd in beslag neemt. »

Art. 5.

Artikel 19, tweede lid, van dezelfde wet wordt vervangen door wat volgt :

« Beslissingen en adviezen van de commissie, in verband met deze aangelegenheden, worden eenparig genomen.

Tevens is de commissie bevoegd om uitspraak te doen over de betwistingen, vermeld in artikel 6, B). Dergelijke betwistingen worden bij de commissie aanhangig gemaakt door de voorzitter van de instelling. De commissie doet uitspraak binnen de maand nadat zij van de betwisting in kennis werd gesteld. Beslist wordt met een meerderheid van 3/5^e van de uitgebrachte stemmen. Blanco stemmen of onthoudingen worden geacht niet te zijn uitgebracht. Van elke politieke partij, vertegenwoordigd in de commissie, dient op het ogenblik van de beslissing ten minste één vertegenwoordiger aanwezig te zijn. Tegen de beslissing van de commissie is geen verhaal mogelijk. »

Art. 6.

Artikel 48, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen door wat volgt :

« De raad van beheer zal zijn bevoegdheid uitoefenen zodra de in artikel 6, sub A), 1, 3, 4 en C), b), vernoemde leden zullen benoemd zijn. »

Art. 7.

De eerste maal na de inwerkingtreding van deze wet zullen de verkiezingen, waarvan sprake in artikel 6, B), van de wet van 7 april 1971, plaatshebben tijdens de maand oktober. De verkozenen zullen hun mandaat uitoefenen met ingang van de eerste vergadering van de raad van beheer, volgend op deze verkiezing.

6 mei 1976.

J. VAN EYNDE,
F. GROOTJANS,
H. SCHILTZ,
F. SWAELEN.